

Bosco MUCHUKIWA RUKAKIZA

**LA RECHERCHE ACTION PARTICIPATIVE SUR LES CONFLITS :
SPECIFICITES METHODOLOGIQUE, THEORIQUE ET
EPISTEMOLOGIQUE**

mars 2018
ISDR Bukavu

LA RECHERCHE ACTION PARTICIPATIVE SUR LES CONFLITS : SPECIFICITES METHODOLOGIQUE, THEORIQUE ET EPISTEMOLOGIQUE

Par Prof. Bosco MUCHUKIWAR.

Introduction

L'objectif de cette analyse est triple. Premièrement, il est question de fixer le but de la Recherche Action Participative (RAP) sur les conflits, de la définir et de présenter les connaissances produites par cette méthode collaborative au Sud-Kivu. Deuxièmement, la motivation est de soulever quelques questionnements et limites de la Recherche Action Participative à partir de notre expérience de consultant dans les organisations qui appliquent cette méthode de production des connaissances sur les conflits. Troisièmement et enfin, cette analyse fournit des données de recherche documentaire pour comprendre les raisons qui poussent les praticiens sans esprit critique de réifier l'action de transformation sociale. La technique de production des connaissances par l'implication du chercheur et d'une fraction de la population affectée par le conflit à haut risque est une pratique émergente transfrontalière qui nécessite des analyses en profondeur. Portée par les ONG internationales et nationales, la RAP sur les conflits n'est pas factice mais un outil en train d'être expérimenté en dehors des universités et centres de recherche dans le contexte des luttes politiques et des conflits identitaires.

1. Les buts de la recherche action participative sur les conflits

La Recherche Action Participative a été appliquée dans le domaine de développement rural¹ pour expliquer les causes du retard de développement entre deux entités rurales, entre deux groupements paysans et pour spécialiser les animateurs au développement en techniques de gestion des problèmes ruraux.

¹ Sary Ngoy et Mumbu Mukuna Muntu, *Pour quelle théorie du développement rural ?*, dans *Cahiers du CERPRU*, 2^e année, n° 2, Bukavu, 1985, p.49.

Pieter Vanholder et Jean-Louis NZWEVE² situent l'origine de cette méthode dans les travaux de Paulo Freire axés sur la pédagogie des opprimés au Brésil en Amérique Latine.

LIBERATA NAKIMANA, adjointe dans l'organisation dénommée CENAP basée à Bujumbura au Burundi soutient le contraire et indique que la recherche action participative est née avec les travaux du psychologue Kurt Lewin après la seconde guerre mondiale en Amérique pour expliquer les phénomènes d'exclusion sociale. Faire allusion à la genèse de cette méthode est à titre indicatif et non de provoquer une polémique. L'aspect genèse n'est donc pas développé dans cette étude. Comme méthode de recherche participative, elle est connue sous plusieurs appellations notamment de recherche action tout court, de recherche opérationnelle, de recherche collaborative, de méthode d'éducation fonctionnelle, de recherche action paysanne, etc. Ces différentes appellations entretiennent une confusion sur l'essence et l'originalité de cette méthode mais ont la particularité de mettre en exergue trois aspects importants dont l'apprentissage collectif ou la participation, l'action et le changement social. Ces trois aspects constituent les piliers de la Recherche Action Participative. Sans trop détailler, elle est de prime abord une méthode de production des connaissances en science de développement rural en vue d'expliquer le retard et les disparités de développement entre collectivités locales.

Aujourd'hui, la Recherche Action Participative est appliquée dans le domaine de transformation des conflits et de consolidation de la paix par l'Institut Vie et Paix, l'International Alert et l'INTERPEACE. Ces trois organisations internationales précitées financent les ONG nationales au Burundi, en R.D. Congo et au Rwanda pour produire des connaissances sur les causes profondes, les acteurs clés et les dynamiques locales des conflits dans la région des grands lacs africains. Les organisations nationales recrutent les chercheurs qui travaillent avec les points focaux basés dans les territoires et impliquent les communautés en conflits dans le processus de production du savoir ; d'où l'appellation Recherche Action Participative (RAP) sur les conflits. Les ONG nationales qui appliquent la Recherche Action Participative sur les conflits sont : Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO), Action pour le Développement et la Paix Endogène (ADEPAE), Arche d'Alliance) (ARAL), Action pour la Paix et la Concorde

² Pieter Vanholder et Jean-Louis NZWEVE , ' *Actions et participation – la construction de la paix* ', dans *New Routes*, vol. 4, n°4/2013, p.15.

(APC), Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) au Sud-Kivu, Pole Institute, Centre d'Etudes Juridiques Appliquées (CEJA), Action Solidaire pour la Paix (ASP), Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) au Nord-Kivu, Centre d'Alerte et de Prévention des conflits (CENAP) à Bujumbura au Burundi et Institut de Recherche et le Dialogue pour la Paix (IRDPA), Never Again Rwanda (NAR) à Kigali au Rwanda. Quatre principales raisons les motivent à appliquer la Recherche Action Participative sur les conflits. Il s'agit de :

- Produire des connaissances en vue de la transformation pacifique des conflits ;
- Avoir la connaissance approfondie sur des dynamiques locales des conflits pour proposer une réponse adaptée à la crise ;
- Améliorer la qualité de l'action de transformation sociale ;
- Développer le professionnalisme des acteurs de terrain³.

Ces quatre raisons circonscrivent l'objet de la Recherche Action Participative sur les conflits. Elle est promue par les organisations internationales et nationales et se développe dans la région des grands lacs africains.

2. La définition de la Recherche Action Participative sur les conflits

La recherche Action Participative sur les conflits est différemment définie par les praticiens. Nous résumons et définissons comme processus de production des connaissances dans lequel le chercheur et les populations affectées par le conflit à haut risque analysent ses enjeux dans une perspective dynamique locale, prennent conscience de ses effets destructeurs et féconds, définissent ensemble à l'issue du dialogue des actions de transformation du conflit. Entendue dans ce sens, la Recherche Action Participative appliquée aux conflits est donc une technique de récolte des données sur les moteurs et les acteurs clés des conflits fonciers, identitaires, de succession au pouvoir coutumier, sur leurs dynamiques locales et sur leurs modes de résolution qui existent et ont été expérimentés par les communautés au cours de leur existence. Autrement dit, c'est une activité qui se développe en dehors des universités et institutions de recherche et qui consiste à récolter des données sur les conflits locaux qui opposent des communautés en les y impliquant dès le début du processus en vue d'avoir une

³ Hélène Morvan, *Réinventer le quotidien. La cohabitation des populations civiles et des combattants Mai-Mai au Kivu*, Uppsala, Suède, Imprimé par Temdahls Tryckeri AB, Life & Peace Institute, 2005, pp. 41-42.

compréhension commune et de trouver ensemble des résolutions mutuellement satisfaisantes.

En général, le développement d'une compréhension commune porte sur une série de variables dont les sources, la structure, les acteurs, les enjeux, les effets, l'évolution et les modes de résolution du conflit sous étude. La transformation du conflit résulte de l'implication des parties prenantes, de leur prise de conscience de restaurer la paix sociale et de l'appropriation du processus de transformation sociale par la définition des actions à réaliser de commun accord dans une structure d'encadrement des communautés en conflit et de suivi-évaluation. La production des connaissances communes et partagées vise à légitimer l'action de transformation du conflit et à minimiser les contestations populaires en vue de ressouder la cohésion intra ou interethnique.

La structure chargée de restaurer la paix sociale et d'assurer le suivi des recommandations est différemment dénommée par les artisans de paix. La dénomination change en fonction de la nature du conflit à résoudre, du contexte, de la motivation des initiateurs et du lieu à implanter la structure. Les appellations consacrées sont le Club d'Ecoute (CE), le Cadre de Dialogue et de Médiation (CDM), le Cadre Permanent de Paix (CPP), le Cadre de Concertation Inter Communautaire (CCI), le Comité Permanent de Concertation (CPC), le Comité de Paix (CP), le Comité de Conciliation Inter Communautaire (CCIC), le Noyau de Paix (NP), etc. Ces expressions traduisent une même réalité d'être des Unités de Transformation des Conflits (UTC) qui sont implantées par les artisans de paix dans les territoires pour utiliser leur jargon⁴. Les Unités de Transformation des Conflits installées à Bukavu et dans les territoires de FIZI et d'UVIRA par le Réseau d'Innovation Organisationnelle, l'Arche d'Alliance et l'Action pour le Développement et la Paix Endogène sont, par exemple, chargées de résoudre les conflits et de maintenir la cohésion sociale par le dialogue, la sensibilisation des populations à se désolidariser des milices et groupes armés étrangers, par la promotion de la bonne gouvernance et l'opérationnalisation du plan d'action adopté au dialogue intercommunautaire en mars 2010 à Bukavu.

⁴ Bosco MUCHUKIWA et Claude IGUMA, *Canevas réaménagé pour la systématisation de la Recherche Action Participative*, Inédit, Bukavu, Life & Peace Institute, février 2010, 16p.

3. Les sites d'application de la Recherche Action Participative sur les conflits

Au Sud-Kivu, la Recherche Action Participative sur les violences et les conflits a été appliquée dans les territoires de FIZI, KABARE, KALEHE, UVIRA et WALUNGU. Ces territoires ont connu l'insécurité provoquée par les groupes armés étrangers et les milices. Aussi, ils sont caractérisés par les conflits intercommunautaires, les conflits fonciers, les conflits de territoire, les conflits de succession au pouvoir coutumier, les conflits d'exploitation artisanale des minerais, etc. Les organisations provinciales qui promeuvent la recherche Action Participative sur les conflits dans les territoires énumérés ci-dessus ont produit des connaissances codifiées sous forme des rapports d'enquête inédits ou des ouvrages à large diffusion.

En 2008 par exemple, l'organisation dénommée Union Paysanne pour le Développement Intégral a appliqué la Recherche Action Participative à NINDJA et KANIOLA pour démanteler le phénomène RASTA qui était à la base des violences et de l'insécurité dans ces deux groupements des territoires de KABARE et de WALUNGU⁵.

Le deuxième exemple concerne le Réseau d'Innovation Organisationnelle, l'Action pour Développement et la paix Endogène et l'Arche d'Alliance pour illustrer notre analyse. En 2011, ces trois organisations partenaires d'Institut Vie et Paix ont appliquée la Recherche Action Participative sur les conflits locaux pour expliquer les connexions entre les milices opérant dans les territoires de FIZI et d'UVIRA au Sud-Kivu et les groupes armés étrangers dans la région des grands lacs africains. Leur étude a le mérite de cerner cet aspect qui amplifie les conflits interethniques dans les territoires ci-dessus⁶.

Le troisième exemple décrit l'expérience de l'organisation appelée Action pour la Paix et la Concorde pour avoir réalisé en 2012 le processus complet de la Recherche Action

⁵ Lire pour détail, Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) et Institut Vie et Paix, *Violence et Insécurité à NINDJA/KANIOLA : le phénomène RASTA*, Uppsala, Suède, novembre 2009, 75p.

⁶ ADEPAE, Arche d'Alliance, RIO et Life & Peace Institute, *Au-delà des 'Groupes Armés' : Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de FIZI et UVIRA (Sud-Kivu, RDC)*, Série des Grands Lacs, Kalmar, Suède, Imprimé par Lenanders Grafiska, Life & Peace Institute, 2011, 159p.

Participative en vue d'expliquer les moteurs des conflits fonciers et les dynamiques de cohabitation en territoire de KALEHE⁷.

Le quatrième exemple est de 2016 et concerne deux organisations respectivement dénommées Union Paysanne pour le Développement Intégral (UPDI) et Solidarité des femmes Activistes pour la Défense des Droits Humains (SOFAD) qui ont pratiqué la Recherche Action Participative pour expliquer le lien entre la gestion foncière et la sécurité de la femme en territoire d'UVIRA⁸.

Le dernier exemple est celui d'INTERPEACE qui travaille avec ses partenaires au Burundi, en R.D. Congo et au Rwanda dans le programme régional en vue de promouvoir le dialogue transfrontalier entre les populations de ces trois pays. La particularité de son programme régional est d'appliquer la Recherche Action Participative sur les questions foncières en lien avec les perceptions, les manipulations identitaires et le contrôle du pouvoir comme variables explicatives des cycles de violences, et d'organiser l'éducation des jeunes à la paix pour prévenir les conflits. L'INTERPEACE a produit des résultats de la Recherche Action Participative sous la forme des rapports qui ne sont pas référencés dans cette étude.

Ces différents exemples qui ne sont pas uniques montrent que la Recherche Action participative sur les conflits est entreprise par les organisations nationales avec les financements des organismes internationaux tels que le PNUD, l'Institut Vie et Paix, l'INTERPEACE et l'International Alert. Ce dernier a publié le rapport intitulé : la Recherche Action Participative : une méthode pour rétablir les liens sociaux fracturés (Londres, juin 2015 : 34). Ledit rapport décrit les étapes d'une Recherche Action Participative et les applications sur les conflits fonciers durcis par le refus de payer les redevances coutumières dans les territoires de BENI et MASISI au Nord-Kivu.

A ce sujet, l'Institut Vie et Paix a publié un article avec le titre aussi apologique de la recherche Action Participative sur le conflit. Ce titre est formulé comme suit : *“Vers de nouvelles approches de paix en R.D. Congo. L'exemple du Life & Peace Institute aux*

⁷ APC et Life & Peace Institute, *Conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de KALEHE, Sud-Kivu, Est de la RDC*, Série des Grands Lacs, Kalmar, Suède, Imprimé par Lenanders Grafiska, Life & Peace Institute, 2012, 53p.

⁸ SOFAD et UPDI, *Rapport de la Recherche Action Participative sur la gestion foncière et son impact sur la sécurité de la femme en territoire d'UVIRA*, Inédit, Bukavu, mars 2016, 165p.

Kivu'' . Nous nous réservons de faire des commentaires, car la restauration de la paix dans un pays est dépendante de plusieurs facteurs endogène et exogène (politique, économique, social, culturel, psychologique, international, etc.), et de l'implication de nombreux acteurs qui influent sur les environnements local et le global. Dans cette publication, les auteurs présentent la mission de l'Institut Vie et Paix, ses réalisations en R.D. Congo et les raisons qui légitiment l'application de la RAP à la transformation des conflits.

Ces différentes productions des nationaux et internationaux sont-elles réellement scientifiques ? Les réponses à cette question sont divergentes et soulèvent des polémiques quant à la procédure et à la validité des données récoltées. C'est le premier problème à indiquer lié au statut scientifique des données réunies par cette technique. A notre avis, il s'agit d'un faux problème, car les données brutes réunies par cette méthode sont retravaillées par le chercheur ou l'équipe de recherche qui les intègre dans une théorie pour les rendre intelligibles. La censure des données récoltées procède de quatre astuces qui consistent à faire la revue documentaire, à analyser les données, à faire les restitutions aux enquêtés et à valider les résultats par deux ou trois spécialistes du domaine qui sont des membres du Groupe de Travail. Le débat est et reste ouvert à ce propos selon les pratiques et les convenances scientifiques des uns et des autres.

4. Les étapes d'une Recherche Action Participative sur les Conflits

Les organisations internationales qui promeuvent la recherche action participative sur les conflits dans la région des grands lacs africains ne s'accordent pas sur les étapes de cette méthode. A ce stade, il se pose un deuxième problème lié au processus de récolté des données primaires. Le consensus manque notamment sur les étapes les plus importantes et transversales. L'International Alert retient dans la publication précitée deux grandes étapes, à savoir la collecte des données et le dialogue communautaire pour aboutir à restaurer la cohésion et la paix sociales. L'étape de collecte des données comporte six phases intermédiaires dont la préparation de la recherche action participative, la collecte des données, la revue documentaire, les groupes de discussion, les entretiens avec les personnes ressources et l'analyse des données. L'étape de dialogue communautaire est constituée de cinq phases transitoires suivantes : la restitution des résultats de la RAP, les micro-dialogues communautaires, les dialogues communautaires, les forums et le contrat

social. A chaque étape, il est prévu la production du rapport pour documenter le processus de la Recherche Action participative.

Pieter Vanholder et Jean-Louis NZWEVE dans leur article déjà cité mentionne quatre étapes qui sont l'analyse du contexte, la recherche-analyse, les dialogues et les actions.

En juillet 2014 à Bujumbura, LIBERATA NAKIMANA de l'organisation dénommée CENAP a indiqué que l'INTERPEACE exige à ses partenaires six étapes (la conception de l'étude, la consultation des personnes directement concernées, l'analyse des données, la validation et la diffusion d'information, la planification et la mise en œuvre de l'action fonctionnelle, la réflexion sur les résultats), pour effectuer la Recherche Action participative. Pour les débutants, c'est difficile qu'ils se retrouvent aisément dans ce labyrinthe. Les étapes communes suivantes peuvent servir de repères afin de réaliser le cycle complet de la Recherche Action Participative sur les conflits d'un bout à l'autre avec succès et efficacité. Il s'agit de :

- L'analyse de contexte ;
- L'identification des facteurs majeurs et des acteurs clés dans les conflits ;
- L'analyse de la dynamique des conflits ;
- La production des rapports intermédiaires ;
- L'organisation des dialogues intra et intercommunautaires ;
- La définition des actions pour consolider les dialogues communautaires ;
- L'installation des comités locaux de suivi des engagements et des actions de transformation des conflits ;
- Le renforcement des capacités des Unités de Transformation des Conflits (UTC).

Ces différentes étapes ci-dessus qu'elles soient détaillées ou synthétisées ne correspondent pas à la démarche d'une recherche scientifique⁹. Quelle est la valeur heuristique de la Recherche Action Participative sur les conflits ? Quelques analystes minimisent sa capacité de découverte de nouvelles connaissances quant à sa théorie de

⁹ LIBERATA a établi la différence suivante. La recherche scientifique est menée par les institutions de recherche, les universités, les chercheurs, etc. pour améliorer les connaissances sur une question donnée. Les résultats sont publiés en vue d'être partagés par les scientifiques et les chercheurs. En revanche, la recherche action participative est effectuée par des personnes affectées par le problème pour le résoudre. Le rapport indiquant les actions à réaliser est destiné à la population concernée par le problème. Cette distinction est discutable en ce qui concerne les destinataires et la finalité.

transformation des conflits à essence plus pratique que théorique. C'est le troisième problème que nous relevons à ce niveau d'explication.

5. La RAP au service de la théorie de transformation des conflits

La Recherche Action Participative sur les conflits est au service de la théorie de transformation des conflits. Celle-ci a été développée par John Paul LEDERACH¹⁰. Nous détaillerons cette théorie dans le prochain article pour expliquer les limites de son application au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Brièvement, nous pouvons rappeler les postulats de base suivants couramment énoncés dans les documents consultés. John Paul LEDERACH écrit que *“le conflit est une dynamique continue normale au sein des relations humaines. Il est à la fois un catalyseur potentiel de croissance et un moteur de changement. La transformation de conflit est une manière de regarder et de voir”*.

La théorie de transformation de conflit a été interprétée et adaptée par ICCO, Search for Common Ground, Life & Peace Institute, International Alert, INTERPEACE, etc. Pour ces organisations, le conflit détruit le capital social mais offre des opportunités à partir desquelles des communautés peuvent ressouder leur cohésion sociale. Elles sont capables de développer une compréhension commune sur la source et l'objet de leur conflit à partir d'une recherche action participative. Ensuite, elles ont des potentialités pour construire des solutions efficaces et appropriées. Enfin, elles sont capables de définir des actions pour la transformation sociale et de les appliquer de manière consciente ou inconsciente. C'est dans cette compréhension que la théorie de transformation des conflits a été vulgarisée par les organisations internationales au Nord-Kivu et au Sud-Kivu à l'Est de la R.D. Congo et dans la région des grands lacs africains.

¹⁰ John Paul LEDERACH, *The little book of conflict transformation. Clear articulation of the guiding principles by a pioneer in the field*, The United States of America, Good Books, Intercourse, 2003, 74p.

6. Les limites de la Recherche Action Participative sur les conflits

Les mérites de la Recherche Action Participative sur les conflits ne sont pas valorisés dans le milieu universitaire. La plupart des analystes évoquent au premier plan ses limites quant à sa capacité de découverte et d'explication des faits sociaux, notamment les conflits.

La première limite essentielle est axée sur sa capacité explicative, ce qui ressort de la plupart des documents consultés. Les critiques soutiennent que les partisans de cette méthode exploitent peu la documentation sur les conflits et travaillent avec des hypothèses implicites. A notre connaissance, elles ne sont pas discutées par les chercheurs dans les publications lues. Ces derniers se fient surtout à la théorie de transformation des conflits à l'exclusion des autres théories qui puissent exister sur les conflits notamment la théorie marxiste, la théorie identitaire des conflits, la théorie de formation de l'Etat, la théorie normative d'Emile Durkheim, etc. Les recherches menées avec les parties en conflit visent à trouver des solutions pratiques pour le changement social. L'action prime donc sur l'explication des faits sociaux

La deuxième limite porte sur la représentativité de la communauté. Au Sud-Kivu, la Recherche Action Participative sur les conflits a fourni des données qualitatives importantes à partir desquelles il a été possible de publier des ouvrages sur les conflits, sur la gouvernance des ressources naturelles, l'insécurité et les violences, la dynamique des conflits fonciers et la connexions avec les groupes armés, etc. Les praticiens de la recherche Action Participative sur les conflits constituent un petit échantillon d'individus qu'ils supposent représenter la communauté. Par cette sélection, il se pose le problème de réduction, de légitimité et de mandat des membres de l'échantillon capables de parler au nom de toute la communauté sur une question sensible qu'est le conflit. La sensibilité réduit les marges d'étendre la restitution d'ailleurs à la communauté entière. Ces différents éléments permettent de faire comprendre qu'il y a la question de représentativité et celle éthique qui ne sont pas résolues par la Recherche Action Participative sur les conflits. Les élites dans les ONG qui comprennent les enjeux de cette recherche s'approprient le processus pour légitimer leur position sociale et capter les opportunités financières.

Enfin, la troisième limite est la dilution de la théorie de changement social dans celle de transformation des conflits sans contour théorique précis. Le cadre conceptuel n'est pas bien défini, y compris les concepts opératoires en la matière. La critique des sources écrites n'est pas élaborée et systématique. Les théories explicatives demeurent donc floues. La dimension théorique est minimisée au profit de l'action de transformation sociale.

Pour conclure cette analyse, nous pouvons retenir que la RAP appliquée aux dimensions locales des conflits est développée par les ONG internationales et nationales. Elles organisent les formations, les recherches et les services à la communauté en dehors des universités et institutions de recherche. Développer le partenariat serait bénéfique aux unes et aux autres. La RAP sur les conflits est à la fois une pratique émergente et une innovation introduite récemment à l'Est de la R.D. Congo et dans la région des grands lacs africains par Life & Peace Institute, International Alert, INTERPEACE, Search for Common Ground, ICCO, etc. qui travaillent sur les questions de restauration de la cohésion et de la paix sociales.

Les étapes de cette méthode appliquée à la connaissance des conflits et à la découverte des actions communes de transformation sociale varient d'un partenaire à l'autre. Les variations, les limites et les finalités constituent les spécificités de cette technique de récolte des données sur les conflits fonciers, identitaires et de succession au pouvoir coutumier. Son application au Sud-Kivu et au Nord-Kivu, voire dans la région des grands lacs africains est un signe de son appropriation progressive par ADEPAE, APC, ARAL, RIO, SOFAD, UPDI, ASP, CEJA, Institut Pole, SOFEPADI, CENAP, NAR, IRDP, etc.

Les praticiens de la RAP sur les conflits se désintéressent des questions d'épistémologie et d'articulation du local et du global qui sont des matières de réflexion académique. L'important pour eux est d'opérer le changement qu'il se produise à l'horizontalité ou à la verticalité, c'est d'avoir agi au moment opportun, rendu des services aux communautés.